Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Le-President-et-le-nucleaire-un-inquietant-numero-52683

27 novembre 2017

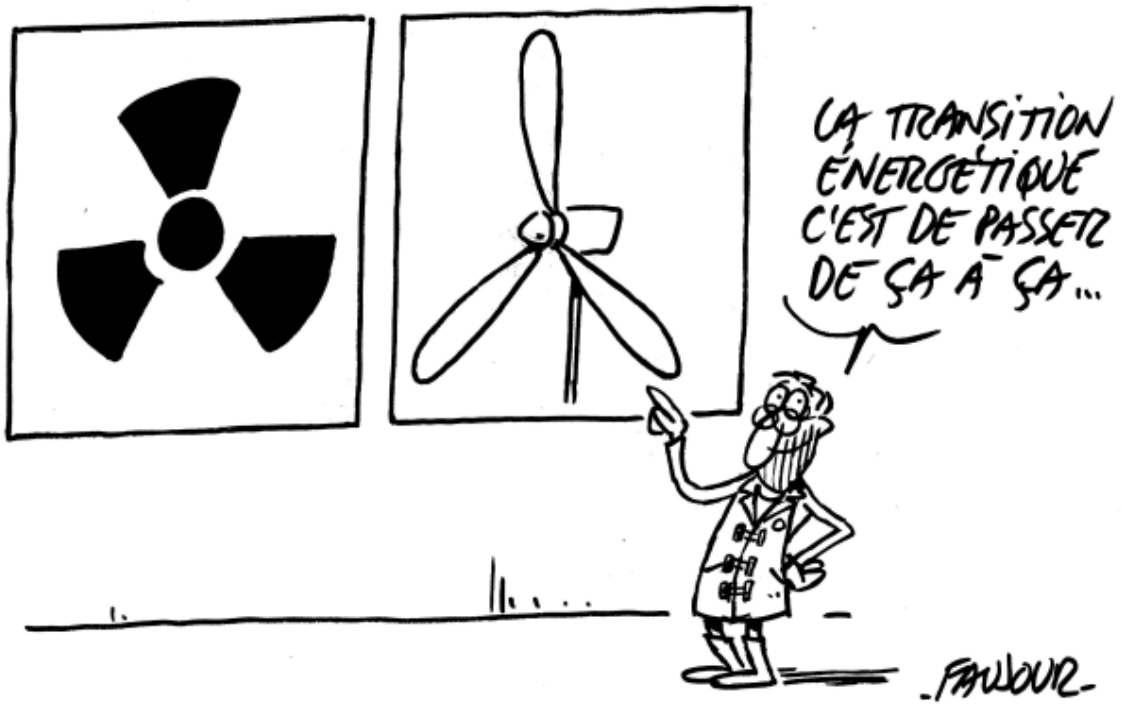
Le Président et le nucléaire : un inquiétant numéro d'équilibriste

Emmanuel Macron intrigue. Si le 8e Président de la IVe République cultive le consensus à un niveau qui confère au sublime, il observe la même souplesse quand il est question des choix énergétiques. En tant que candidat d'En Marche, son "projet" en matière de nucléaire a été nourri d'incertitudes, son discours variant sensiblement selon qu'il parlait à la World Nuclear Exhibition ou avec Hubert Reeves. Une fois élu, la formation d'un gouvernement faisant cohabiter Edouard Philippe et Nicolas Hulot a renforcé cette volonté de rassembler au-delà des clivages. Dans ce grand écart permanent, comment faire le tri entre communication et volonté politique ? Un faisceau d'indices permet de mieux cerner les options sélectionnées par Emmanuel Macron en matière de nucléaire.

"Le nucléaire est au cœur de notre politique industrielle, climatique et énergétique ». Emmanuel Macron, lors de sa visite à l'usine Areva du Creusot, le 2 mai 2016.

Un discours à géométrie variable

Pendant sa campagne, le candidat d'En Marche n'a pas hésité à travestir son discours en fonction de l'auditoire. Dans un dialogue organisé par le magazine Sciences et Avenir en février 2017 face au physicien et antinucléaire Hubert Reeves, Emmanuel Macron déclarait que "personne ne sait aujourd'hui évaluer le coût du démantèlement-retraitement". Le même mois, lors d'une interview par l'ONG WWF, le futur président était d'humeur taquine lorsqu'il affirmait que "*personne ne sait dire aujourd'hui quel est le coût complet du nucléaire*". Il confirmait par ailleurs vouloir "poursuivre l'objectif de 50 % d'électricité d'origine nucléaire d'ici 2025 fixé par la Loi de transition énergétique" en ajoutant néanmoins ne pas savoir s'il "est atteignable".



Autre public, autre numéro : en juin 2016, Emmanuel Macron troque ses habits d'écolo contre une cravate de nucléocrate. À l'occasion de la World Nuclear Exhibition, le cadet de l'élection déclare devant un parterre de géants de l'industrie nucléaire que "*le nucléaire est une énergie sécurisée, bon marché et décarbonée*", estimant alors qu'"*arrêter le nucléaire n'est pas un choix d'avenir*". Un mois plus tôt, pendant sa visite à l'usine Creusot Forge, il réaffirmait, un casque Areva vissé sur la tête : "*on aura besoin de construire de nouvelles centrales nucléaires en France*" [...] *Non seulement on va entretenir le parc nucléaire français, mais on va aussi le reconstruire et redéployer l'EPR.*" Et de conclure que "*le nucléaire, c'est le rêve prométhéen !*"

Une fois élu, Emmanuel Macron a continué à brouiller les pistes. Pour faire voler en éclats les familles politiques traditionnelles et créer une dynamique en mesure d'asseoir sa légitimé et de rassembler une majorité élargie à l'Assemblée Nationale, le jeune président n'a pas hésité à piocher dans des boites à outils jusque-là antagonistes, quitte à perdre en cohérence. Avec les élections législatives en ligne de mire, la formation du premier gouvernement a ainsi vu Edouard Philippe, Premier Ministre anciennement directeur des affaires publiques chez Areva, cohabiter avec Nicolas Hulot, Ministre de la Transition écologique opposé à l'énergie nucléaire.

Cette duplicité pourrait être le symptôme d'une stratégie énergétique indécise si elle n'était pas le signal d'un président qui, malgré ses subterfuges pour ménager la chèvre et le chou, a une idée bien arrêtée sur le nucléaire et la place qu'il doit occuper dans la transition énergétique.

Ni pour le nucléaire, ni contre : la politique sous couvert de

"pragmatisme"

Au nom d'un prétendu "pragmatisme", la philosophie du nouveau président est celle du "ni-ni". Au-dessus du tumulte des partis, des idéologies et des querelles partisanes, le président prendrait de la hauteur pour mener une politique fondée sur "l'expertise". Mais comme en économie où le "*ni de gauche ni de droite*" s'avère souvent être de droite, on peut craindre que le "*ni pour le nucléaire ni contre*" soit au bout du compte pronucléaire. Définissant sa position sur le sujet comme "*réaliste mais pas conservatrice*", Emmanuel Macron se dit prêt à maintenir le cap d'une réduction de la part du nucléaire de 75 % à 50 % à l'horizon 2025. Parallèlement, il reste dans les clous d'une augmentation des énergies renouvelables (ENR) à 32 % en 2030. Et c'est à peu près tout. En effet, les outils qu'il déploie pour y parvenir sont aussi médiocres que l'objectif lui-même. La non planification et le manque de visibilité contenus dans la LTECV et la PPE [1] condamnaient la transition énergétique à une vague profession de foi. Pas plus volontariste, le manque d'initiative affiché par Emmanuel Macron en la matière ressemble déjà à une capitulation face au lobby nucléaire.

Pourtant, l'attitude du président sur le quinquennat qui s'annonce ne peut plus être celle qui vise à "faire comme avant". Avec le vieillissement du parc, la situation économique et technique d'Areva et EDF soulève de nouveaux enjeux de sûreté. Du Grand Carénage à la gestion des déchets, la filière nucléaire est à un tournant de son histoire et c'est le Président qui choisit la direction. Si Emmanuel Macron se présente volontiers comme un président "jupitérien" incarnant la verticalité du pouvoir, il doit désormais guider un pouvoir exécutif fort en mesure de fixer un cap énergétique libéré du lobby nucléaire. Mais pour Emmanuel Macron, fermer des réacteurs paraît impossible. S'il marche dans les pas de François Hollande dans sa gestion par-dessus la jambe du dossier Fessenheim, la doyenne des centrales pourrait ne jamais fermer. Elle ne serait alors pas convertie en site pilote du démantèlement, mais bien en un cas d'école pour les prochains présidents frileux sur la fermeture de réacteurs : l'exécutif renvoie la prise de décision à l'ASN, le dossier traîne. Finalement l'État se soumet à l'exploitant qui concède l'arrêt des 1800 Mwh produits à Fessenheim sous réserve de la mise en service de l'EPR de Flamanville. Remplacer du nucléaire par du nucléaire ! Si tout ce passe bien, les cinq ans sont écoulés et la patate chaude a été refourguée au prochain président. Le programme d'Emmanuel Macron reprend les termes de l'accord conclu entre EDF et l'ancien gouvernement du Parti Socialiste : pas très rassurant.

Hormis Fessenheim, le président ne semble pas vouloir utiliser son quinquennat pour fermer les premiers réacteurs : aucun calendrier de fermetures n'est prévu pour le moment. Emmanuel Macron préfère se réfugier derrière le gendarme du nucléaire en déclarant que "*c'est en fonction des travaux que l'ASN imposera qu'on pourra faire des comparatifs (pour savoir) si ça vaut la peine de prolonger tous les réacteurs, une partie des réacteurs ou aucun, et s'il faut en contrepartie construire ou pas des nouveaux réacteurs à court terme*" [2]. Pourtant, selon la Cour des Comptes, "à hypothèses constantes de consommation et d'exportation d'électricité" d'ici à 2025, le plafonnement à 63,2 GW signifie très concrètement la mise à l'arrêt de 17 à 20 réacteurs [3]. Côté Emmanuel Macron, le compte n'y est pas.

Quels moyens pour quelle transition ?

Pétrie de bonnes intentions, la Loi de transition votée en 2015 avait laissé la transition énergétique au stade d'embryon. La PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie) entérinée par la suite ne détaillait guère plus les modalités pour atteindre concrètement les objectifs fixés. Pourtant, sans une montée en puissance des ENR organisée par l'État et sans plan de reconversion pour les salariés et les sous-traitants du nucléaire, pas de garantie d'emplois et donc pas de fermeture. De la même manière, tant que les ENR ne bénéficieront pas d'investissements publics et privés massifs, les déclarations de principe en matière de décroissance nucléaire continueront à sonner comme de simples vœux pieux. Mais de tels investissements ne sont pas envisageables conjointement à ceux

que nécessite le renouvellement de la filière nucléaire : le Grand Carénage, ces travaux titanesques pour prolonger la durée de vie des centrales, est estimé au bas mot à 100 milliards d'euros. Le projet CIGÉO quant à lui, se chiffre à 34,5 milliards d'euros. Favorable à la construction de nouveaux EPR en France et à l'étranger, le nouveau président défend aussi le nucléaire dit de 4e génération et souhaite moderniser les deux composantes (navale et aéroportée) de la force de frappe française.

En même temps qu'il soutient ces puits sans fond, Emmanuel Macron prétend développer les ENR pour arriver à 26 000 mégawatts de puissance installée en 2025, soit l'équivalent de six réacteurs. À ce propos, c'est le député LR et pronucléaire Claude de Ganay qui, en interpellant l'ancien gouvernement en décembre 2016, dressait un diagnostic un brin caricatural mais qui sonnait comme un avertissement lucide : "*À consommation constante d'électricité, il faudrait produire d'ici à huit ans 133 térawattheures supplémentaires pour compenser les fermetures de réacteurs nucléaires, ce qui représente 30 000 éoliennes ou 1,33 milliards de mètres carrés de panneaux solaires !*" [4] Le pari d'Emmanuel Macron semble alors risqué, d'autant que les 30 milliards d'investissements privés promis sur le quinquennat en faveur des ENR semblent bien minces à côté des sommes astronomiques encore jetées dans l'impasse nucléaire.

Emmanuel Macron ne peut pas ignorer que le choix du tout-nucléaire a été le résultat d'une politique volontariste et planifiée. En conséquence, il sait que la sortie ou même la diminution significative de la part du nucléaire sera le résultat de la même détermination. Dans les années 1960, le choix du tout-nucléaire a été opéré par des arbitrages éminemment politiques effectués par le Général de Gaulle et des ingénieurs de l'École des Mines. Pourquoi 60 ans plus tard, le choix d'en sortir ne serait-il pas emprunt de la même force de conviction ? Monsieur le président, au pragmatisme qui revient à reproduire le monde tel qu'il est il faut opposer la politique. Au simple rôle d'actionnaire majoritaire qu'est devenu celui de l'État dans EDF il faut lui substituer celui d'État-stratège. Vous n'êtes plus un haut-fonctionnaire, vous êtes un chef d'État : la sortie du nucléaire sera le résultat de décisions politiques ou ne sera pas.

Julien Baldassarra

Quand il était ministre de l'Économie et de l'Industrie...

- Après usage de l'article 49.3 de la Constitution, le Gouvernement a imposé la loi Macron, laquelle comporte un amendement qui entérine le principe fallacieux de "réversibilité", indispensable au décret d'autorisation de Cigéo et à l'adoption de la méthode d'enfouissement profond pour les déchets nucléaires.

- il a appuyé le plan de recapitalisation d'Areva à hauteur de 5 milliards d'euros.

- il a joué un rôle déterminant dans la signature du contrat de l'EPR d'Hinkley Point.

Notes

[1] Loi pour la transition énergétique et la croissance verte et Programmation pluriannuelle de l'énergie.

[2] Article "Macron pourrait reporter l'objectif de réduction du nucléaire", Reuters – https://fr.reuters.com

[3] *Maintenance des centrales nucléaires*, Rapport annuel 2016 de la Cour des Comptes

[4] Question au gouvernement n°4487 de Claude de Ganay, député LR, le 21 décembre 2016 (site de l'Assemblée Nationale)